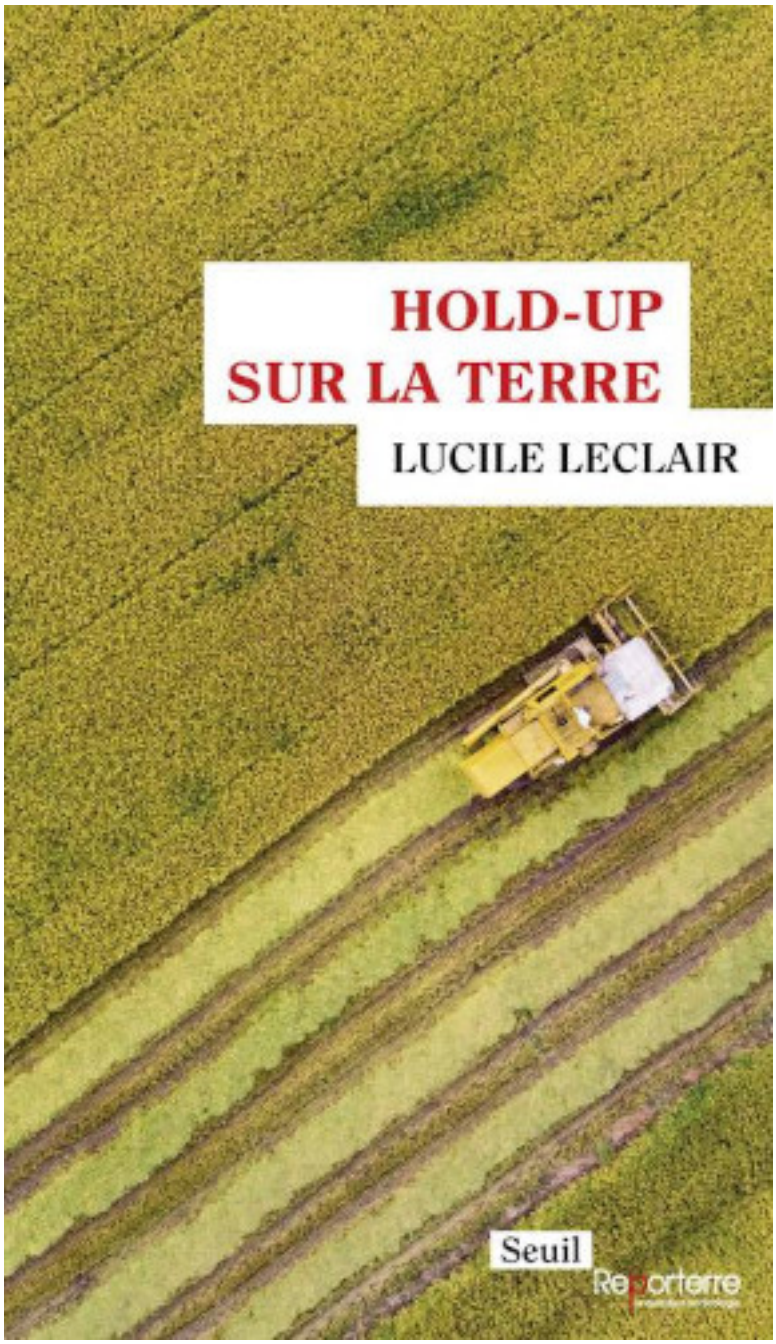
Les industriels se jettent sur les terres agricoles

Des grandes entreprises accaparent les terres en rachetant des milliers d'hectares à des tarifs inaccessibles aux paysans. Une dépossession à grande échelle que révèle la journaliste Lucile Leclair dans « Hold-up sur la terre », publié par Reporterre et Le Seuil.



Hold-up sur la terre, de Lucile Leclair, aux éditions Le Seuil-Reporterre, 11 février 2022, 160 p., 12 euros.

Au sud d'Orléans, Fleury Michon possède un élevage où naissent six mille porcelets par an. À la ferme, des ouvriers agricoles dirigés par des agromanagers en col blanc font les travaux des champs. Ce nouveau type d'exploitation agricole signifie la disparition du savoir-faire et de l'authenticité du métier agricole. Le paysan se transforme en exécutant au service d'un groupe industriel.

Cet exemple n'est pas isolé. Enseignes de la grande distribution, leaders de l'agroalimentaire, du secteur pharmaceutique ou du secteur cosmétique : ils sont de plus en plus nombreux à convoiter le patrimoine agricole. Leur objectif : maîtriser de A à Z la chaîne de valeur. Ayant bâti leur réputation à l'origine dans le commerce, ces entreprises font du contrôle de l'activité agricole un élément clé de leur stratégie. Et une logique d'accaparement des terres se met en place.

Posséder la terre présente trois atouts majeurs. D'abord, l'industriel assure lui-même son approvisionnement sans passer par les autres producteurs. Ensuite, ce contrôle direct des matières premières apporte plus de flexibilité pour répondre aux attentes changeantes du consommateur. Enfin, l'exploitation directe lui permet de se passer d'intermédiaires coûteux : agriculteurs, coopératives, négociants, etc.

160 000 exploitations devront trouver un successeur dans les trois prochaines années, et ce changement de main massif risque de profiter aux industriels. © *Pierre-Olivier Chaput / Reporterre*

Les industriels étaient déjà souvent accusés de faire la pluie et le beau temps en matière de prix. Mais un autre glissement s'opère, un saut de plus dans l'histoire de l'industrialisation de l'agriculture. À l'image d'autres secteurs de l'économie, il en découle une concentration des sociétés sans précédent. On avait déjà vu le remplacement de la supérette de quartier par une grande chaîne. Les petites et moyennes entreprises (PME) disparaissent, au profit des plus grandes.

Le monde rural, tout bucolique qu'il semble être, n'est pas simple. Un agriculteur sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. À force de travailler soixante heures par semaine pour quelques centaines d'euros, avec une montagne de crédit dont on ne voit pas le bout, l'amertume des agriculteurs grandit. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les fortunes de l'industrie soient bienvenues là où l'argent manque.

Les autorités, de leur côté, n'ont pas réellement de pare-feu. Pour le comprendre, il faut s'intéresser aux Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer). Il en existe une par département. Créées en 1960 par le ministre de l'Agriculture de Charles de Gaulle, Edgar Pisani, elles exercent une mission d'intérêt général, celle de redistribuer le foncier agricole en faveur des agriculteurs.

Des Safer opaques et sous-financées

Mais les exemples d'écarts abondent. Pourquoi les Safer acceptent-elles de vendre des terres à Fleury Michon ? À la société Chanel ? Contacté au sujet de ces opérations, Emmanuel Hyest, le président de la Fédération nationale des Safer, ne souhaite pas s'exprimer. À la transparence, l'arbitre officiel du marché des terres préfère parfois l'opacité.

Comment comprendre cette dérive ? La baisse drastique des moyens accordés aux Safer a-t-elle un rôle à jouer ? À leur création, elles étaient financées à 80 % par des fonds publics. Mais les subventions de l'État n'ont cessé de fondre et, depuis 2017, l'aide publique ne représente plus que 2 % des ressources des Safer. Sous-équipées, elles peinent à remplir leur mission. Pour maintenir leurs finances en bonne santé, elles sont incitées à enchaîner les transactions et peuvent parfois perdre de vue leur objectif premier.

L'accaparement des terres par des grandes firmes survient au mauvais moment : un agriculteur sur quatre a plus de 60 ans. Dans les trois années à venir, 160 000 exploitations devront trouver un successeur. Tout est prêt pour un transfert massif. Qui seront les prochains paysans ? La terre agricole pourrait voir s'affronter des prétendants à armes inégales. À côté de Grasse, Chanel achète l'hectare à un million d'euros pour cultiver les fleurs qui entrent dans la composition de ses parfums. Quand le prix de la terre atteint de tels sommets, les jeunes agriculteurs ne peuvent pas suivre.

L'agriculture industrielle est contradictoire avec l'idée d'une production locale et diversifiée. © *Pierre-Olivier Chaput / Reporterre*

Au village, l'air a changé. L'industrie poursuit une logique d'exportation de produits standardisés. Une seule vision émerge. D'un bout à l'autre de la France, c'est la même espèce qu'on élève et la même variété qu'on cultive. Les produits agricoles empruntent les longues chaînes du commerce international. À l'inverse d'une production locale et diversifiée, l'agriculture des firmes n'est pas écologique.

Évidemment, c'est dérangeant. À l'heure où l'agriculture paysanne a la cote, une mutation plus discrète est en cours. Le but du livre *Hold-up sur la terre* est de contribuer à révéler une dynamique qui échappe à l'appareil statistique. Sur les 26,7 millions d'hectares que compte la France, les grandes entreprises en possèdent-elles 100 000 ou 1 million ? Personne ne peut le dire aujourd'hui. Il est temps que les décideurs politiques s'emparent du sujet pour que l'on puisse mesurer sa valeur statistique exacte.

Au fil des mois d'enquête, je me suis souvent confrontée à la difficulté d'accéder à l'information. Lorsque les portes sont fermées, il semble d'autant plus urgent de s'immiscer dans les rouages des transactions foncières. Car les nouveaux propriétaires fonciers font l'agriculture de demain. Qui sont-ils ? Dans quel intérêt investissent-ils ? À qui doivent-ils rendre des comptes ? Nous mangeons tous plusieurs fois par jour. Nous avons le droit de connaître les ressorts de ce que nous achetons.

https://reporterre.net/Les-industriels-se-jettent-sur-les-terres-agricoles/